

# Pour une plate-forme des savoirs critiques

Le 17 mars 2015 s'est tenue, dans le cadre du Laboratoire de changement social et politique, une réunion sur la plate-forme des savoirs critiques. Les communications avaient pour but de discuter et de débattre librement des ressorts, des enjeux et des objectifs de cette plate-forme et chacun est parti de ses lieux de recherche et de réflexion spécifiques. Il s'agit donc d'un mouvement d'échanges inachevé mais qui pourrait d'ores et déjà trouver des implications pratiques. Sont intervenus F. Flippe, S. Landriève (invitée du laboratoire), P. Fugier, Sonia Dayan-Herzbrun et P. Cingolani. On donne dans le document qui suit les communications effectuées lors de cette réunion.

**UNIVERSITE PARIS DIDEROT**

17 mars 2015  
LCSP

## « Fonction utopique de l'université ? Retour sur le projet de plate-forme des savoirs critiques » – P. CINGOLANI

Ouvrir l'université au monde économique, professionnaliser les étudiants, éventuellement aller jusqu'à se préoccuper de leur avenir professionnel, cette antienne qui n'a cessé de monter en puissance depuis une vingtaine d'année, n'est pas ce à quoi devrait faire pendant l'idée de *plateforme des savoirs critiques*. Telle n'est pas ici exactement ma cible et l'enjeu polémique. Les institutions sont suffisamment plurivoques pour que l'on ne les réduise pas à un seul rôle, une seule fonction et au demeurant, dans une acception qui nous est souvent propre, nous contribuons à cette professionnalisation.

Mais précisément tout se passe comme si le discours de la professionnalisation et les relations à l'entreprise, avait fini par remplir ce *dehors* auquel l'université devrait s'ouvrir. Comme si le dehors de l'université se résumait au marché de l'emploi et à l'entreprise. En donnant pour titre de cette communication sur la *plateforme des savoirs critiques* : *fonction utopique de l'université* c'est sur un tout autre dehors que celui de l'emploi que je voudrais chercher aussi à ouvrir l'université. C'est le *dehors* de la créativité culturelle et politique, c'est cette reconfiguration du sensible à laquelle collaborent les savoirs et les arts jusque dans la plus infime quotidienneté.

Pourquoi le taire, à plusieurs moments, depuis son apparition au XIIe siècle, l'université a été confrontée à la clôture dogmatique, au corporatisme de ses enseignants et à la perte de relation avec la société. A plusieurs moments elle s'est coupée de la vie de la société et, notamment à la Renaissance, puis à la Révolution, du mouvement des sciences et des techniques. Il a fallu instituer ailleurs les lieux de savoir et d'expression que les transformations sociales revendiquaient.

Il serait suffisant de nous draper dans la critique, l'hétérodoxie, le non-conformisme. L'université doit sans doute balayer devant sa porte.

Dans son dialogue avec Claire Parnet Gilles Deleuze rappelle combien c'est *au dehors* de l'université que brillaient les grandes figures intellectuelles dans l'après-guerre. Sartre explique-t-il est apparu pour sa génération comme la figure de ce dehors, de cet appel d'air. « Nous nous précipitions comme de jeunes chiens dans une scolastique pire qu'au Moyen Age. Heureusement il y avait Sartre. Sartre, c'était notre Dehors, c'était vraiment le courant d'air d'arrière-cour ; (...) Parmi toutes les probabilités de la Sorbonne, c'était lui la combinaison unique qui nous donnait la force de supporter la nouvelle remise en ordre. Et Sartre n'a jamais cessé d'être ça, non pas un modèle, une méthode ou un exemple, mais un peu d'air pur, un courant d'air... »<sup>1</sup>.

En 68, c'est la rencontre avec l'extériorité qui a permis à divers moments à l'université d'échapper à sa propre clôture sur soi, à son académisme désuet, à son ritualisme stérilisateur de la pensée. La révolte a fait pénétrer en force *ce dehors* - à savoir les transformations sociétales que l'institution pétrie d'elle-même ignorait et dans ce dehors, on ne peut oublier l'action étudiante porteuse de cette altérité que cherchait à conjurer la posture mandarinale. L'arrivée des nouvelles générations a fait à la fois éclater les contradictions de l'université de masse, comme à Nanterre, ou elle s'est heurté aux ronronnements des discours institués pour donner libre cours à « la prise de parole ».

---

<sup>1</sup> *Dialogues*, Flammarion, 1996, p 18.

En reprenant l'intitulé de ma communication à un article de R. Scherer<sup>2</sup>, j'entends bien viser la capacité de l'université à se tourner vers son dehors pour en faire son dedans. J'entends bien la capacité qu'a eu l'université de s'ouvrir après mai, sur ce qui ne relevait pas de l'étude et était renvoyé à une sorte d'hérésie : les mouvements, les énoncés, qui ont porté l'expérience de libération des femmes et des peuples colonisés et discriminés, mais aussi les sujets exclus alors des enseignements universitaires : ouvriers, immigrés, leurs modes de vie, leurs luttes et leurs révoltes.

C'est avec cela qu'il nous faut renouer en échappant encore au venin du ritualisme et de l'académisme qui est comme un tropisme inhérent à l'institution elle-même. Et c'est cela que j'entends par *plateforme des savoirs critiques* ce renouement, ce ressourcement avec le dehors comme condition de notre vitalité et comme revivification de l'université.

L'université est un lieu dialectique et elle est au cœur de deux paradoxes. Il y a un paradoxe de l'enseignant. Le temps des enseignants est un temps d'étude, c'est un temps tourné vers le dedans de l'institution. Le paradoxe structurel de l'enseignant c'est qu'il apprend aux autres ce qui est au seuil de la vie. Il se tient dans le temps préalable à l'accomplissement et à la réalisation du savoir dans la vie. C'est là sans doute un des dangers dont peut seul le sauver l'activité étudiante en ce qu'elle porte le dehors, amène l'actualité vivante incarnée dans ses pratiques, ses réflexions, ses objets.

Il y a un paradoxe des étudiants. Il tend à ne voir les études que comme un moment avant la vraie vie d'un savoir incorporé dans l'activité professionnelle. Le paradoxe structurel de l'étudiant c'est qu'il tend à ne voir dans le savoir qu'un moment subordonné en dernier ressort à son avenir professionnel et personnel inclinant ainsi à ne comprendre les études que sous l'angle instrumental de ce qui sert. Le rôle de l'enseignant est de communiquer un désir de savoir qui ne le réduit pas à un moment. Il y a une unité possible des deux polarités de l'université dans le ressourcement du désir que les uns et les autres peuvent dans le dialogue et la dispute s'apporter mutuellement.

En 1914, dans une conférence intitulée « la vie des étudiants », Benjamin critiquait le cours magistral et proposait pour échapper à sa passivité d'instituer une culture du dialogue. Il se plaignait de ce que l'enseignement supérieur ait cessé de « reposer sur la productivité des étudiants » qui ne soient pas qu'élèves mais aussi maîtres. Il ajoutait : « Dans sa fonction créatrice le monde estudiantin devrait être considéré comme le grand transformateur qui, en les situant dans une perspective philosophique, aurait à transformer en questions scientifiques ces idées neuves qui généralement surgissent plus tôt dans l'art et dans la vie sociale que dans la science »<sup>3</sup>.

C'est sans doute dans cet échange et parfois cet ébranlement mutuels entre enseignants et étudiants que l'on peut retrouver le désir de cette culture que les cours seuls ne garantiront jamais. Et il me semble que ce qui depuis longtemps a été mis en place par le laboratoire et l'UFR en matière d'autonomie et d'initiative étudiantes (leurs séminaires, leurs colloques) est l'expression de ce souci de rénovation commune et que c'est en un sens la condition pour que nous puissions tenir la posture commune du *maître ignorant* : si l'on entend sous cette expression un mode d'actualisation de l'intelligence et de la volonté de savoir par l'égalité<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> « Fonction utopique de l'université », in *Utopies nomades*, les presses du réel, 1990.

<sup>3</sup> In Walter Benjamin, *Œuvres I*, Folio, Gallimard, p 136.

<sup>4</sup> Allusion ici au livre de J. Rancière sur la méthode de J. Jacotot, *Le maître ignorant*, Fayard, 1987.

En proposant une *plateforme des savoirs critiques* j'ai pensé à comment ces deux communautés qui n'en font qu'une pouvaient se récréer dans ce rapport à l'au-dehors, mais je me suis aussi demandé comment l'université pouvait abreuver cet au-dehors dans l'activité réflexive par la critique.

Disons-le d'emblée, et j'emprunte la phrase à Benjamin, par critique j'entends ce qui « *au moyen de la connaissance, vise à libérer l'avenir de ce qui le défigure* ». La prise pratique de la critique, sa relation à une libération de l'avenir est la condition pour que celle-ci ne se stérilise pas dans la raison et le ressentiment.

*Il n'y a de critique que celle qui cherche à conjurer la défiguration du monde dans un ancrage pratique par l'action, l'expérimentation, les hétérotopies collectives.* Eu égard à une humanité assujettie, humiliée, bafouée, exploitée, la critique est en acte dans la tentative de redressement du tort fait à l'humain et à son milieu de vie. La critique est ainsi engagée et elle est pour ainsi dire engagée dans la sorcellerie des choses.

Depuis les années 80, j'ai eu progressivement le sentiment d'un épuisement du potentiel critique et utopique de la sociologie - à l'opposé de cette critique libératrice de l'avenir, dont parlait le jeune Walter Benjamin. Récupérant le tout ou rien de la radicalité révolutionnaire une certaine sociologie a comme retourné contre lui-même le potentiel critique. D'un côté, tout ce qui se dessinait de nouveau, de contestataire, tout écart à une forme de domination semblait renvoyé au consentement au monde, en voulant réformer ce dernier. Autrement dit tout déplacement tout aménagement pour réformer le monde était comme voué à la négociation intéressée avec le capitalisme. De l'autre côté, l'adéquation, l'identification des dominés à la domination ne pouvait laisser le ressort du changement qu'à une force étrangère aux dominés eux-mêmes : les déterminations extrêmes de l'économie, peut-être. Dans cette perspective, la critique devenait ressentiment à l'égard de la révolte, haine du projet émancipateur. Abandonnant la mission de libérer l'avenir, elle se complaisait à constater la permanence de la *reproduction*. En fait, étonnamment pour une discipline liée à l'empirique, cette sociologie réitérait l'arrogance de la théorie à l'égard de la pratique en ignorant sa temporalité spécifique et son caractère toujours mixte, mélangé, impur. Dans la dénonciation des compromissions de la pratique, qui sinon n'était jamais que la conformation incorporée à la structure, elle en tirait une menue monnaie de prestige<sup>5</sup>.

La *plateforme des savoirs critiques* proposée ici, chercherai à faire droit à la pratique, à faire droit à l'expérimentation, à faire droit aux hétérotopies. C'est en cela qu'elle réactualise la fonction utopique de l'université. Il faut reconsidérer la multiplicité des temporalités créatrices de nouveaux *socius*, autonomes, coopératifs, alternatifs au lieu de les ignorer ou de les étouffer dans l'œuf sous les énoncés de cette pseudo-critique.

Mais il y plus encore par cette fonction utopique il s'agit de réfléchir sur les conditions pour ouvrir l'université à l'activité langagière polémique qui traverse la société à partir des expériences de luttes citoyennes et à partir des mouvements sociaux : *faire passer un dehors dans le dedans* mettre l'université à l'épreuve du dehors mais aussi mettre ce dehors à l'épreuve de l'université.

Il s'agirait non seulement d'ouvrir l'université à ces formes de critiques qui tant bien que mal luttent et résistent aujourd'hui à la défiguration capitaliste du monde mais aussi d'éprouver ces critiques à l'aune

<sup>5</sup> Ces remarques sur un ensemble de sociologies sont trop rapides. Elles pourraient être injustes avec certaines. Mais il serait sans doute intéressant de faire l'inventaire de cette stérilisation de la critique sur tout un corpus de publications. Pour un début de réflexion voir P. Cingolani, *La République, les sociologues et la question politique*, La Dispute, 2003.

de l'expérience critique, collective, universitaire en ce que l'université doit rester un lieu d'examen, d'interrogation et de recherche et ne devrait pas céder à la conversion militante qui elle appartient légitimement à la société civile.

Il ne s'agit pas de substituer l'université aux mouvements sociaux ou de soumettre l'université à ceux-ci – l'université ne saurait être la courroie de transmission des mouvements ; elle ne saurait être proprement politique en ce sens – il s'agit de garder la dimension de laboratoire de celle-ci en ce qu'elle permettrait d'éprouver les arguments et les énonciations des mouvements sociaux tout en se nourrissant de leurs expériences et de leurs savoirs.

Il ne me semble plus que les organisations et les institutions qui hier étaient porteuses de la *critique*, les syndicats et les partis, le soient suffisamment. C'est dans le contexte sociétal d'affaiblissement de ces institutions, souvent compromises avec les logiques bureaucratiques et la confiscation du sens des mouvements, qu'il est une opportunité toute particulière pour l'université qui peut être ouverte.

L'université ne peut se réduire à une mission professionnalisante ce serait signer dans une certaine mesure sa propre mort, à tout le moins sa mort comme université. Elle doit s'allier à cette force de renouvellement du savoir et de la créativité collective que sont les mouvements sociaux et les structures d'action collective ou associatives de la société civile. Le concept de plateforme dans son caractère horizontal et ouvert semble être un instrument adéquat à cette ambition et il convient de ne pas en laisser confisquer l'usage par les énoncés techniques ou gestionnaires qui en usent pourtant déjà à l'envi.

Cette plateforme à l'inverse permettrait d'interroger et d'éprouver les savoirs profanes nés tout autant de l'expérience que de l'action des groupes sociaux ; elle permettrait d'éprouver et d'éclairer les pratiques et les diverses modalités d'expression par lesquelles *ceux* qui ne sont pas reconnus (mais ce pourrait être aussi *ce* qui n'est pas reconnu) accèdent à la reconnaissance de leurs savoirs, de leurs expériences et finalement de leurs existences. Elle pourrait être le lieu où s'interrogent et s'éprouvent les conditions dans lesquelles la société civile interagit avec les savoirs scientifiques et savants pour les transformer voire les produire et éventuellement agit sur les conditions d'application de ceux-ci. Elle pourrait être le lieu où les mouvements sociaux interrogent leur créativité collective eu égard aux figures de l'exclusion et eu égard aux reconfigurations du sensible.

Par exemple, les malades du SIDA et leurs associations ont su trouver une interaction tout à la fois conflictuelle et fructueuse avec les médecins et les diverses structures techniques et professionnelles qui entourent la maladie. A travers leurs modes de subjectivation, les malades ont, pour une part, fait reculer le pouvoir technocratique et financier pour ouvrir une dynamique démocratique autour du malade et de la maladie<sup>6</sup>. Comment ne pas envisager des formes d'élargissement de la revendication démocratique à d'autres malades et à d'autres maladies ?

Mais il en va de même pour l'écologie et la reconnaissance des savoirs pratiques, empiriques, d'expérience qui, parmi les usagers d'une terre ou d'un milieu, ont tous leur signification pour éclairer l'action et pour soutenir la délibération d'une orientation politique. Je pense à l'exemple des cas de leucémie à Woburn au Massachusetts (USA), évoqué par Callon, Lascoumes et Barthe, où ce sont les habitants qui, à partir de leurs expériences des lieux, ont contribué à découvrir les poches de toxicité

<sup>6</sup> Dodier N., *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Ed. de l'EHESS, 2003.

source de ces mystérieuses leucémies et dont Callon et Lascoumes tirent les conséquences quant aux *forums hybrides*<sup>7</sup>.

Ces forums me semblent pouvoir être généralisés aux savoirs des salariés dans l'entreprise ou plus généralement dans les organisations et être porteurs d'une reconfiguration des rapports au travail et du procès de travail lui-même. Ils me semblent, selon les circonstances, pouvoir engager une grande diversité d'acteurs institutionnels ou non. Le livre récent de Clot et Gollac *Le travail peut-il devenir supportable*<sup>8</sup>, en interrogeant la subordination et en suggérant l'idée de droit autorisant la coopération conflictuelle des travailleurs à la gestion de l'entreprise, montre des pistes. Les méthodologies d'intervention, quelles qu'en puissent être les formes, relèvent de cette hybridation des expériences et des savoirs.

Plus directement, les mouvements sociaux entendus comme mouvements collectifs explicites de *contestation d'un tort* contribuent par excellence à l'activité critique. L'histoire des luttes ouvrières, féministes et tant d'autres encore sont l'expression de la contribution des dynamiques contestataires à la démocratie et au renouvellement de l'invention démocratique. Mais l'on voit aujourd'hui comment les mouvements contemporains libérés des cadres bureaucratiques des militantismes d'hier ont besoin d'éprouver autant que de ressourcer leurs énoncés, leurs revendications, leurs aspirations dans un lieu qui ne soit pas que partisan qui soit un lieu d'interrogation, un lieu au sens fort d'examen.

On dira que les mouvements ont leurs propres espaces de parole, leurs propres forums, mais encore une fois il ne s'agit pas de mettre l'université au centre des mouvements. C'est comme laboratoire qu'elle peut servir aux mouvements sociaux en leur permettant de tester leurs pensées et leurs mots, en trouvant les conditions d'altérité suffisantes pour les éprouver. A l'heure où les mouvements les plus visibles tentent de rompre avec la vieille « langue de bois » et se réclament toujours plus de l'égalité c'est précisément cette dialectique de l'horizontalité et la critique que peut proposer une plate-forme.

L'université (qu'elle soit *dans les murs* ou *hors les murs*) pourrait offrir cet espace public pour les mouvements sociaux, je veux dire un espace où les acteurs pourraient « parler tout haut » de manière à élucider les questions qu'ils rencontrent dans les modalités pratiques de leurs actions et où ils pourraient trouver un héritage théorique, méthodologique et historique à leur disposition.



L'idée d'une plateforme des savoirs critiques émanant de l'université m'est venue du sentiment d'une crise des institutions de la critique – syndicats et partis – mais elle m'est venue du sentiment que ces institutions n'étaient plus ajustées à la sensibilité des nouveaux acteurs passant par l'horizontalité, un certain militantisme *ad hoc* et la distance à la hiérarchie. Il fallait trouver un espace où les acteurs puissent se servir librement, ne pas trouver les formes de confiscation du savoir et du pouvoir que suppose encore certaines logiques de la représentation. Elle est m'est venue de l'idée qu'il fallait penser en commun avec ce *dehors*, qu'il y avait un enjeu de pensée *du dehors* et qu'une certaine tradition de tolérance et de respect communicationnel qui appartient *encore* à l'université pouvait permettre cette rencontre sur l'ouvert.

<sup>7</sup> Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., *Agir dans un monde incertain - essai sur la démocratie technique*, Seuil, 2001.

<sup>8</sup> Colin, 2014.

## « Pour sauver la recherche, il faut l'ouvrir » – F. FLIPO

La littérature et l'opinion commune attribuent à l'université quatre rôles possibles : sélectionner les cerveaux et reproduire l'idéologie dominante (Bourdieu), former des professionnels (vision utilitaire), développer l'universalisme et l'encyclopédisme, l'esprit critique, la recherche de la vérité pour elle-même (savoir « désintéressé » au sens de Humboldt), et la transmission de savoirs « scientifiques », réputés vrais et vérifiés, contre le savoir « profane ».

Les Etats Généraux de la recherche 2004 ont fait apparaître un antagonisme fort entre d'un côté un savoir désintéressé et de l'autre l'utilitarisme de la commande publique ou privée. Cette manière de voir est très réductrice et ne permet guère de penser ce que pourrait être un ancrage de l'université dans la société.

Le fonctionnement réel de la science peut être décrit comme un enchevêtrement mouvant de « communautés épistémiques » aux frontières poreuses. Une communauté épistémique est une discipline, un objet d'étude etc. déterminent des collectifs de recherche qui partagent les mêmes hypothèses de base, quant à l'établissement de la preuve (épreuve), quant à la manière d'argumenter, de décrire (ou pas), d'expliquer, de comprendre (ou pas), d'évaluer, de relire, de corriger etc. Une communauté a ses revues, ses processus de sélection, ses stratégies institutionnelles, ses relations de conflit ou d'alliance avec les autres communautés etc. En cas de nouvel objet ou de nouvelle théorie, de nouvelle méthode d'enquête, qui peuvent d'ailleurs être la redécouverte d'anciennes méthodes, de nouvelles communautés se créent etc. Chaque communauté a un programme de recherche (Lakatos), son paradigme (Kuhn), elle avance en proposant des hypothèses et des réfutations (Popper), elle a ses hypothèses fondatrices (Kuhn), son noyau dur, qui peut être fort différent d'une communauté à une autre.

Les communautés sont créées par le désir des chercheurs et leur trajectoires de recherche, mais elles sont aussi conditionnées par les institutions : moyens, financeurs éventuels etc. Le cas des sciences dures est exemplaire d'un pilotage assez fort par les financeurs privés de l'industrie ou de la défense.

Le fait saillant est que les communautés épistémiques discutent peut entre elles. Ce qui est évident pour l'une peut fort bien n'être qu'une hypothèse trop osée pour être prise en compte pour l'autre. Pour le profane c'est un peu désorientant. « La science » est assez loin de l'image commune d'un front progressant de manière uniforme en gagnant des territoires sur l'inconnu. La science oublie, se répète, redécouvre ici ce que d'autres pensaient acquis là etc.

Un autre fait saillant est qu'il existe des questions qui tombent dans le vide, entre les communautés épistémiques, à des endroits où personne ne cherche, des questions orphelines comme il existe des maladies orphelines.

Un troisième fait saillant est que les manières de poser les questions, dans la société civile, sont rarement celles qui ont cours dans les communautés épistémiques. De là le fait que les acteurs de la société, privés ou publics, étatiques ou non, ont généralement recours à plusieurs sources, d'une manière interdisciplinaire. De là aussi que les savoirs universitaires ont rarement un débouché immédiat. Ce qui peut être considéré comme la noblesse de la profession (le « désintéressement ») peut aussi apparaître comme un mépris des questions posées par la société et l'entretien d'un savoir surplombant, conférant formellement autorité, et exigeant obéissance, comme l'a suggéré Rancière à sa manière.

Pour combler ce vide, nous proposons de nous inspirer d'une méthode qui connut ses heures de gloire aux 18e et au 19e siècle, en l'inversant.

En effet à cette période les Académies avaient l'habitude de poser publiquement des questions de société, en attendant de recevoir des contributions argumentées provenant de toute personne qui voudrait y répondre. C'est ainsi qu'ont été produits des textes mondialement célèbres, par exemple le *Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité parmi les hommes* de Jean-Jacques Rousseau (1755), ou encore *Qu'est-ce que la propriété ?* de Pierre-Joseph Proudhon (1840).

L'idée est de procéder à l'inverse : ce ne sont pas les académies et les experts qui posent les questions, mais la société civile, représentée par les associations ; et ce sont les experts qui y répondent.

Dans ce cadre, on peut imaginer deux chambres. La première serait la « chambre des questions », elle serait formée de représentants associatifs ou de militants tirés au sort. La diversité associative serait garantie, de manière à éviter les débats de spécialistes. Cette chambre se réunit et formule une question importante, par exemple tous les mois. La seconde chambre est constituée des experts, professionnels ou amateurs éclairés, le critère étant qu'ils aient fait la preuve de leur compétence. La seconde chambre peut soumettre ses questions à la première.

Le tout est chapeauté par un conseil d'administration dont les membres sont extérieurs aux deux chambres, mais issus à parité du monde associatif et du monde des experts de profession.

Le dispositif n'a aucunement vocation à se substituer à ce qui existe déjà ni à répondre à toutes les questions qui se posent en matière de production d'un savoir commun. Il se contente de combler un manque. En effet aucun des dispositifs existants ne travaille réellement à la formulation populaire des questions. Or il est absolument nécessaire, pour avancer, que deux conditions soient remplies : que les experts répondent aux questions que les gens se posent et non pas à celles qu'ils se posent ; que les gens soient éclairés par des arguments fondés, et non par des « pseudo-sciences », notamment celles qui sont aujourd'hui au bord de l'échec (économie du développement, technosciences etc.).



## « Savoirs critiques : le point de vue d'un acteur de la société civile » – S. Landrière

### Ce que fait le Forum :

Le Forum Vies Mobiles est l'institut de recherche et d'échanges sur la mobilité créé par la SNCF en 2011. Il conçoit la mobilité à la fois comme franchissement de l'espace physique et comme changement social et à ce titre la considère comme un principe organisateur du monde social essentiel à l'heure de la mondialisation.

Son ambition est de donner à chacun les moyens de comprendre les modes de vie mobiles contemporains, d'en anticiper l'évolution et d'agir sur leurs transformations. Dans ce but, nous lançons des débats, encadrons des recherches, organisons des expérimentations et diffusons des connaissances sur la mobilité. Le Forum mobilise surtout les sciences humaines, économiques et sociales, mais aussi la littérature et l'art pour leurs qualités propres (appel à la sensibilité, pouvoir d'évocation, traitement de questions transverses,...). Ses projets et leurs données sont accessibles sur son site internet, conçu comme une plateforme de ressources sur la mobilité et son actualité.

Son comité scientifique rassemble des chercheurs académiques, notamment des sociologues de la mobilité étrangers comme Vincent Kaufmann et Mimi Sheller, des philosophes comme Bernard Stiegler et Olivier Mongin, des artistes et des praticiens du transport.

Le Forum s'attache à imaginer ce que pourraient être de bonnes vies mobiles. Nous entendons par là, repérer celles qui répondraient le mieux aux aspirations individuelles et collectives, celles auxquelles nous sommes attachés, et donc aussi celles auxquelles nous sommes prêts à renoncer. L'idée est que le système sociotechnique actuel fondé sur toujours plus de mobilité et sur des transports carbonés ne peut pas durer, que les modes de vie mobiles à promouvoir doivent être soutenables et qu'il conviendrait de préparer ce que nous appelons « la transition mobilitaire ».

### L'utilité sociale des recherches du Forum :

Nous aimerions faire reconnaître l'importance de la mobilité comme une dimension structurante de la société notamment dans les médias et voir cette question mise à l'agenda politique. Nous voulons apporter une contribution à la construction de l'avenir de nos sociétés mobiles et de ce fait poursuivons l'exercice de la recherche académique par l'identification et la proposition de pistes politiques, pour que les politiques, les professionnels et la société civile s'en emparent.

Nous souhaitons que nos projets aient une utilité sociale, qu'ils résonnent avec la société, ses questions. Nous adressons les résultats de nos recherches à un public plus vaste que celui des chercheurs en sciences humaines et sociales et pour cela essayons de les traduire et les rendre plus accessibles. Cela passe par l'adoption d'un langage précis mais simple.

### Ce qu'on recherche en travaillant avec les chercheurs académiques :

Nous nous appuyons sur la recherche académique pour la qualité de ses protocoles de production de connaissance ( finesse et nouveauté des questions étudiées, explicitation des méthodes et des points

de vue, précision du langage, rigueur de l'argumentation, ouverture à la discussion des résultats,...) et surtout pour la curiosité et l'inventivité des chercheurs.

Nous travaillons surtout avec des laboratoires étrangers dans le but de bénéficier de la diversité de leurs approches, culturelles et institutionnelles, et aussi parce qu'il n'y a pas de laboratoires de recherche français focalisé sur la mobilité (les laboratoires qui s'y intéressent indirectement sont des laboratoires d'ingénierie et d'économie des transports et n'abordent pas directement les modes de vies). Il n'y en a pas non plus qui s'autorisent à questionner l'avenir.

#### Les problèmes que nous pose la recherche académique en sciences sociales :

Il nous semble que le système de production et de validation des connaissances académiques soulève des problèmes pour s'interroger sur la mobilité du futur :

- il peut laisser de grandes questions orphelines, comme c'est le cas pour les « modes de vie mobiles » qui nous préoccupent, que ce soit à cause des difficultés d'accès aux terrains sur lesquels elles sont mises à jour (exemple des petites entreprises, largement ignorées) ou parce que les cadres institutionnels organisent et délimitent fortement les champs à investiguer (par exemple : la focalisation sur l'offre de transport et la ville, et son corollaire, le délaissement des recherches sur le monde rural et les territoires peu denses),
- il s'adresse essentiellement aux pairs, aux chercheurs et à l'institution de la recherche (langage très spécialisé des articles, eux-mêmes inscrits dans un système formel strictement textuel,...) et cloisonne les études par matière, même quand il proclame le contraire (modes d'évaluation et publications disciplinaires). Or le concept de mobilité en mobilise de nombreuses (géographie et sociologie surtout mais aussi philosophie, anthropologie,...). Cela empêche aussi de problématiser des questions transversales, ce sur quoi nous avait alerté Marcel Gauchet, dès la création du Forum,
- il interdit aux chercheurs en sciences humaines de se projeter valablement dans le futur (comment faire la preuve du futur ?), ce qui laisse sa construction à d'autres acteurs, comme les chercheurs en sciences dures et technologies par exemple, pour rester dans le monde de la recherche.

Pour toutes ces raisons, nous nous attachons à monter nos projets, souvent avec des chercheurs académiques, mais pas seulement : nous invitons des journalistes, des artistes, des praticiens pour leur savoir, leurs expériences ainsi que les méthodes et la temporalité plus courte de leurs productions. Nous cherchons aussi à amener des chercheurs français à travailler sur nos problématiques, à partir de leurs disciplines mais de préférence en montant des projets interculturels et interdisciplinaires, voire en faisant appel à des artistes.

Nous aimons bien co-construire avec les équipes de nouvelles questions de recherche et, en fin de projet, mettre à leur disposition des moyens pour faire connaître les résultats des enquêtes, avec des supports engageants (illustrations, bande dessinée,...), parfois courts (films d'animation,...), qui n'hésitent pas à faire appel à la sensibilité, à l'émotion (via les arts visuels et sonores ou des performances par exemple).

## « Le monde, le texte et la critique » - Sonia Dayan-Herzbrun

Le thème du séminaire qui débute aujourd'hui m'a donné envie d'explicitier, d'abord pour moi-même, ma propre position entre savoir et agir politique, dans la mesure où ce projet de constituer une plateforme des savoirs critiques m'a paru d'emblée extrêmement intéressante, et qu'en même temps j'ai été embarrassée par sa formulation. Pour moi, il a été toujours à la fois nécessaire et évident de lier la réflexion, l'accumulation des connaissances et l'élaboration théorique, à la pratique sociale et politique. Dès le début des années 1970 j'ai participé de façon très active à la fois au mouvement féministe (dans sa dimension militante et intellectuelle) et à des groupes de critique de la science, dans le cadre d'abord de rencontres informelles mises en place par Jean-Marc Lévy-Leblond, puis, de façon parallèle, à la CFDT où avait été créée une commission consacrée à la politique de la recherche, et dans un groupe d'universitaires et de chercheurs de différentes disciplines – sciences dures et non dures - qui avait pris le nom de CLAIR, et qui se réunissait plusieurs fois par mois dans une salle de Jussieu. Dans tous ces lieux, il s'agissait de déconstruire de l'intérieur les discours et les pratiques des sciences, c'est à dire de tout ce qui se donnait comme science, parce que revêtu du manteau de l'autorité. Je faisais, nous faisions, alors un mouvement d'aller et retour permanent entre nos engagements intellectuels et politiques, au sens le plus large du terme. Nous nous situions dans le prolongement des mouvements de 1968, en résonance avec la critique radicale qui s'était développée aux Etats-Unis, mais aussi d'autres courants européens, comme ceux de l'antipsychiatrie. C'est alors que j'ai découvert la « théorie critique », grâce d'abord aux textes que Miguel Abensour commençait à faire traduire et à publier.

C'est sans doute en raison de cette immersion très ancienne dans la démarche critique que j'éprouve une certaine gêne à voir ainsi juxtaposés les termes de savoirs et de critiques. En effet, ou bien on énonce là une quasi tautologie, puisque si l'on se réfère à ces classiques de l'épistémologie que sont Bachelard et Karl Popper, tout savoir est critique. « La science » écrivait Bachelard, « se forme en se réformant », et Popper a fait de la falsifiabilité – c'est à dire de la critique permanente - le fondement même de la méthode scientifique. Mais parler de « savoirs critiques » peut être également considéré comme un oxymore. Si on le conçoit d'une manière positive, et que l'on se contente, à la manière par exemple de Pierre Bourdieu, d'opposer savoir (science) à non savoir, ou à pseudo-savoir (par exemple le prétendu savoir des journalistes ou des experts auto-proclamés) le savoir ne peut être qu'affirmatif, positif, non critique. A la limite il propose une critique de ce qui lui est extérieur, en mettant, par exemple en évidence les inégalités ou les discriminations, ou la reproduction là où on tente de parler d'égalité, de mobilité, etc. En effet, la science, ou le savoir ainsi conçu, s'il propose la critique de certains phénomènes sociaux ou politiques, ne s'interroge jamais elle-même. La connaissance est en effet multiple, comme

Je poserais, au contraire, que quand il y a critique, il y a négativité, écart à soi-même, éclatement, disjonction... C'est la raison pour laquelle je préfère parler de « connaissance », plutôt que de savoir. Ma référence ici est Paul Feyerabend, qui proposait naguère une approche « anarchiste » de la connaissance, qui libérait celle-ci, autant que faire se pouvait, des rapports de domination et d'autorité. Le texte énigmatique de Claude Lévi-Strauss sur *L'efficacité symbolique* qui date de 1949 et qu'il avait repris dans son *Anthropologie Structurale* constitue l'un des fils conducteurs de la pensée de Feyerabend.

Cependant Lévi-Strauss, tout à son dialogue conflictuel avec la psychanalyse, n'affronte pas directement la question de la magie. Aujourd'hui l'anarchisme épistémologique de Feyerabend rencontrerait le projet d'élaborer des épistémologies du Sud selon lesquelles, comme l'écrit « la compréhension du monde dépasse largement la connaissance occidentale du monde » et « la transformation progressive du monde peut emprunter des chemins qui n'ont pas été prévus par la pensée critique occidentale (y compris le marxisme) » (Boaventura de Sousa Santos, dans « Épistémologies du Sud », *Etudes rurales* 2011/1, n°187). A cette étape de mon questionnement, je préfère alors plutôt que de parler de « sciences humaines », me rallier à la notion de « discours » ou de « textes », puisque nous ne faisons que discourir ou écrire sur ce qui nous entoure.

Le titre de cet exposé très schématique, est emprunté à un livre, en réalité un recueil d'essais, d'Edward Said, publié en 1983, et donc juste après sa trilogie : *L'orientalisme*, *L'islam des médias* et *La question de Palestine*. Il s'agit de *The World, the Text and the Critic*, Harvard University Press, que je citerais comme WTC) Cet ouvrage, moins directement politique que les précédents, établit comme un pont entre la théorie littéraire, entendue en son sens le plus large et la réflexion politique. Il témoigne de cet entrelacement toujours présent dans l'œuvre d'Edward Said entre la question politique et la parole (celle de l'universitaire ou du conférencier) ou l'écriture, et qui s'est traduit dans plusieurs types de textes, des plus théoriques aux plus journalistiques, toujours cependant en résonance, ou en contrepoint, les uns avec les autres. C'est ce qu'il a développé à travers la figure qu'il a proposée d'intellectuel critique, (voir en particulier Des intellectuels et du pouvoir, *Le Seuil*, 1996). Je préfère aussi pour ma part utiliser cette notion d'intellectuel critique plutôt que celle de « chercheur-citoyen » qui exigerait que l'on réfléchisse d'abord à ce que c'est que d'être citoyen (cette notion étant au moins aussi exclusive qu'inclusive, et là-dessus je renverrais d'abord à la « double absence » dont a parlé Abdelmalek Sayad). L'intellectuel-le critique est d'abord intellectuel-le *dans le monde*, c'est à dire pourvu-e d'un certain nombre de connaissances, de savoir-faire constitués à partir de ce fait précis d'être dans le monde. C'est ce à quoi renvoie le concept saidien si difficile à traduire en français de « *worldliness* » (être au monde, être dans le monde, être par le monde).

Les textes sur lesquels certains d'entre nous travaillent, ceux des écrivains, des philosophes, des politiques, mais aussi les déclarations des gens que nous interviewons, sont « *wordly* ». Il sont dans le monde : ce sont toujours des événements, et même « quand ils semblent le dénier, ils n'en sont pas moins une partie du monde social, de la vie humaine, et bien sûr des moments historiques dans lesquels ils sont situés et interprétés » (WTC, p. 4). Les textes ne sont pas seulement produits « dans le monde ». C'est dans le monde aussi qu'ils sont lus et interprétés. Il y a donc un double rapport, toujours mouvant, au monde : celui du locuteur, et celui du lecteur et de l'interprète. Toute lecture, tout déchiffrement, toute interprétation tient du palimpseste. En face de ces textes, nous ne nous trouvons pas dans une situation de déchiffrement « objectif », mais d'interprétation, comme dans le cas de l'interprétation d'une œuvre musicale. C'est ici toute la prétention à l'objectivité dont était porteur le positivisme, et qui est en partie contenue dans la notion de savoir, qui est contestée.

Dans cette mesure, il n'existe pas de point de vue privilégié : ni de point de vue de Sirius (*sub specie aeternitatis* écrivait Spinoza), ni de point d'Archimède, c'est à dire de point fixe sur lequel s'appuyer pour « soulever le monde » selon la phrase célèbre attribuée à Archimède. Dans une interview de 1986 Said expliquait qu'il n'y avait pas de point d'Archimède, (et donc pas de position privilégiée) à partir duquel envisager l'histoire. « Il n'y a pas de point de vue d'Archimède ; vous êtes toujours

impliqué dans des rapports politiques. Ainsi l'incapacité d'une grande partie du féminisme à faire avec les problèmes de race, et la question de la priorité intermittente de ces questions sur celle du genre. La race est-elle plus importante que le genre, ou, dans certaines situations est-ce le genre qui est le plus important ? ». Les questions et les priorités dont il s'agit ici, et qui innervent le processus de connaissance, sont politiques. Autrement dit les textes sont toujours connectés à la réalité de la vie humaine, des sociétés et des événements. C'est la prise de conscience de ces connexions qui permet, en particulier, une lecture « décoloniale », décryptant la relation coloniale et racisée qui sous-tend, souvent de façon latent, des énoncés, des développements ou des prises de position. Ainsi d'un éthologue, plaidant en faveur de l'amour des animaux, en expliquant que celui-ci pouvait constituer un élément dans une éducation antiraciste. Les racisés sont ainsi implicitement ramenés à une non-humanité, comparable à celle des animaux. Leur altérité serait celle que l'on prête aux animaux, tant que l'on ne comprend pas qu'une certaine communication est possible avec eux.

A cette dimension sociale et politique, il faut ajouter celle de la subjectivité, ou plutôt de la « conscience individuelle » (comme l'écrit Said) de celles et de ceux qui produisent les textes, et ne sont pas seulement des produits, des « enfants » de la « culture » ou de la société à laquelle ils appartiennent, mais aussi des acteurs sociaux et historiques, susceptibles de faire des distinctions et d'instaurer de la distance, « là où il n'y avait que conformisme et appartenance » (*WTC*, p.15). « Connaître l'histoire, reconnaître l'importance des circonstances sociales, avoir la capacité analytique de faire des distinctions : voilà qui trouble l'autorité quasi-religieuse de l'entre-soi, où l'on a le soutien de pouvoirs que l'on connaît, de valeurs que l'on accepte, et où l'on est protégé du monde extérieur » (*WTC*, p.16). En termes plus abstraits la critique, puisque c'est d'elle qu'il est question, est résistance – d'abord individuelle - à l'hégémonie (au sens gramscien du terme). « Une conscience individuelle qui va à l'encontre de ce qui l'environne, et qui s'allie aux groupes, aux mouvements et aux valeurs contestataires, est une voix isolée et décalée (*out of place*), mais en même temps elle provient bien de ce lieu-là, et c'est consciemment qu'elle s'oppose à l'orthodoxie prévalente, et ceci largement pour un ensemble de valeurs universelles et humaines, qui ont rendu possible la résistance locale à l'hégémonie d'une seule culture » (*WTC*, p.15).

La critique passe donc par une nécessaire réflexivité. Il ne suffit pas de se demander d'où les autres parlent ou écrivent, mais aussi d'où moi, mais un moi qui est toujours en même temps collectif et lié aux autres, à des autres, je produis des pensées et des discours. C'est à partir d'une citation des *Cahiers de prison* de Gramsci que Said rappelle, dans l'introduction à *L'orientalisme* (p. 39), que le travail critique doit passer pour chacun par l'élucidation de son propre cheminement. « Dans ses *Cahiers de prison* Gramsci dit : "Le point de départ de l'élaboration critique est la conscience de ce qui est réellement, c'est à dire un 'connais-toi toi-même' en tant que produit du processus historique qui s'est déroulé jusqu'ici et qui a laissé en toi-même une infinité de traces, reçues sans bénéfice d'inventaire. C'est un tel inventaire qu'il faut faire pour commencer." Mon investissement personnel dans cette étude vient en grande partie du fait que, en grandissant dans deux colonies anglaises, j'ai compris que j'étais un « Oriental ».

Se découvrir comme « oriental », ce n'est pas bien entendu découvrir en soi une identité d'oriental, alors même qu'il a reçu, en Égypte puis aux Etats-Unis, une éducation qui se voulait occidentale, mais se découvrir comme « orientalisé », et être renvoyé à son arabité, dans l'école anglaise fréquentée en Égypte, puis aux Etats-Unis, puis, plus fortement, à partir de 1967 et l'occupation de la

Cisjordanie et de Gaza, à travers la dépossession de la Palestine. La critique telle qu'elle va se pratiquer à partir de là, dans sa mise en évidence, son dévoilement de l'hégémonie, est critique des pouvoirs. Le maître mot de l'intellectuel critique c'est qu'il dit la vérité au pouvoir, non pas une vérité absolue, dogmatique, mais ce qui, en un moment, est déchiffré comme vérité. La critique est, en effet, « toujours située, sceptique, séculière<sup>9</sup>, ouverte de façon réflexive à ses propres manques (WTC, p. 26). Parce qu'elle est, « séculière », c'est à dire dans le siècle, ce qui est une autre façon d'être dans le monde, elle est opposée de façon constitutive à la production de système massifs et hermétiques, et attentive aux détails de la vie quotidienne. On pense ici à Marx qui disait de lui-même qu'il n'était pas marxiste, et Said a toujours refusé d'être classé parmi les penseurs « postcoloniaux », et également au Theodor Adorno des *Minima moralia*. Cette connaissance critique qui se présente alors comme humaniste, parce qu'elle se préoccupe d'abord de l'humain, mais aussi parce qu'elle s'appuie sur une explorations des « humanités », c'est à dire des productions culturelles des êtres humains, ne passe pas par les fourches caudines de la division disciplinaire (il faut évoquer à ce propos la critique que fait Lewis Gordon de la « décadence disciplinaire », c'est à dire du déclin de la connaissance qu'entraîne la séparation rigide entre disciplines). La place qu'elle attribue à la réflexivité efface en partie la distinction sujet/objet, et oblige, en tous cas, à l'envisager tout autrement. Elle est aux antipodes du savoir des « experts », qui produisent, avec la plus grande assurance, sans hésitation ni distance critique, des discours conformes à ce que les instances de pouvoir attendent d'eux.

L'approche saidienne a fait très largement école aux Etats-Unis et dans une grande partie du monde. La fidélité à cette approche est elle-même critique, et les débats restent ouverts. On ne pense pas conformément à Said, mais à partir de. Un excellent exemple en est le livre de Hamid Dabashi, *Brown Faces, White Masks*, inspiré à la fois de Fanon et de Said, mais aussi très personnel, qui montre que la situation d'exil ne favorise pas nécessairement chez ceux qui font profession d'écrire, la pensée critique, bien au contraire. Elle reste encore étrangère aux institutions françaises, finalement attachées à un principe d'autorité, peut-être lié à l'origine cléricale de ces institutions. Elle a cependant commencé à irriguer ce que l'on pourrait qualifier de courant « subalterne » auquel se rattachent de (souvent) jeunes chercheurs, issus de pays colonisés, et aux prises avec l' « hégémonie » européenne.

---

<sup>9</sup> C'est à dire non dogmatique

## « La co-construction de savoirs critiques et l'appropriation de ses actes professionnels.

Retour réflexif sur un dispositif de recherche-action » – P. FUGIER

### INTRODUCTION

La sociologie et la psychosociologie clinique constituent des ressources théoriques et méthodologiques à l'élaboration d'une plateforme des savoirs critiques. Les dispositifs de recherche et d'intervention clinique font en effet écho avec les espaces d'interactions, d'échanges, de partage et de co-construction de savoirs réunissant les chercheurs du *Laboratoire de changement social et politique* et les citoyens du monde (membres de la communes humanité). Les savoirs étant considérés comme des forces instituant et appréciés pour leurs vertus émancipatrices.

Mon intention est de rendre compte de la façon dont les dispositifs de recherche et d'intervention clinique en sciences sociales engagent les participants d'un groupe de parole dans une démarche commune de compréhension. Leur implication dans un tel dispositif constitue une expérience transformatrice à travers laquelle se dégagent des significations inédites et s'articulent des savoirs théoriques, expérientiels et existentiels. Les significations et savoirs co-produits au sein de ces groupes restreints constituent un étayage pour leurs participants et favorisent, **en situation** mais aussi après-coup, des processus de subjectivation à travers lesquels ils peuvent retrouver, éprouver un pouvoir individuel et collectif sur certains actes professionnels et s'approprier de nouvelles places au sein de leur monde professionnel.

Mon propos prendra principalement appui sur un dispositif de recherche-action, mis en place dans le Nord-Pas-De-Calais, au sein d'un programme « chercheurs-citoyens » associant des chercheurs, des professionnels du soin et du travail social ainsi que leurs usagers.

### UNE APPROCHE CLINIQUE EN SCIENCES SOCIALES

Quelques mots tout d'abord sur les fondements épistémologiques de mes recherches empiriques qui sollicitent une approche dite clinique en sciences sociales, qu'on peut aussi qualifier de sociologie et de psychosociologie clinique.

L'objet de la sociologie clinique est d'analyser et d'accompagner le surgissement et les mouvements de subjectivation, de désobjectivation et de resubjectivation, en situation

(individuelle ou groupale), mouvements conçus comme des processus socio-psychiques (où se nouent social et psychique) et socio-historiques (chaque histoire de vie s'inscrivant dans une histoire collective et un espace collectif), l'individu cherchant à saisir et se saisir de ces processus plutôt qu'en être assujettit. Ce qui nous renvoie à l'historicité du sujet.

En effet, les dispositifs en sociologie clinique constituent un espace et un cadre qui permettent à l'individu de mobiliser et développer son historicité, soit sa « *capacité d'agir sur sa propre histoire et d'avoir prise sur sa temporalité [...] capacité d'agir sur ses déterminismes pour s'en dégager et prendre de la distance* »<sup>10</sup>. Le sociologue clinicien accompagne l'individu dans le travail de réappropriation de son histoire (et non pas l'assujettissement nostalgique à son histoire ni à l'inverse l'arrachement à son histoire). Il s'agit plutôt de modifier le rapport qu'on entretient avec son histoire, et ce faisant la manière dont elle est agissante. On peut considérer donc les dispositifs de recherche en sociologie clinique comme une condition de possibilité qui, si elle n'est ni nécessaire ni suffisante, accompagne l'individu dans la reconnaissance, l'interprétation et le dégagement de "ce qui le cause" (soit de ce qui le détermine, sur les scènes sociale et psychique).

S'il s'agit de considérer ma posture de chercheur face à des interlocuteurs, je ne m'identifie pas comme un expert du social, qui adopterait une supposée posture de neutralité, appréhendant de manière détachée un réel et des individus considérés comme des choses. Il s'agit plutôt de les accompagner dans un travail de mise en mot et de problématisation de leur vécu, afin qu'ils s'en (ré)approprient le sens ou en dégagent de nouvelles significations. Pour autant, une telle démarche clinique ne fait pas l'économie du travail philosophique du concept et du travail méthodique de "terrain", à travers la mobilisation d'outils de production et d'analyse de données (conduites et analyse d'observations, d'entretiens, de questionnaires, analyse documentaire, recours à la littérature spécialisée...). Travail d'objectivation (à différencier de la posture dite objective et de l'objectivisme) et posture clinique ne sont pas incompatibles. En tant que sociologue clinicien, je recours à un travail d'objectivation, mais le sens de mes interventions ne se restreint pas à ce registre (je n'effectue pas *qu'un* travail d'objectivation) et ce travail d'objectivation est mis au service des processus de subjectivation dans lesquels se trouvent engagés mes interlocuteurs.

Enfin, ces processus de subjectivation ne sont pas considérés comme le passage, l'évolution au sein de laquelle un sujet d'abord assujetti laisse peu à peu sa place à un sujet "auteur", émancipé, désaliéné, en capacité de porter un regard socioanalytique sur son histoire de vie.

<sup>10</sup> C. Abels-Eber, *Enfants placés et construction d'historicité*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 67



Certes, la sociologie clinique réfute « *cette idée de sujet qui serait en quelque sorte donné, premier, autonome, transparent à lui-même, doué du libre arbitre, au principe de ses représentations et actions* »<sup>11</sup>. Un tel axiome laisse entendre qu'il existe, au moins potentiellement, un second temps, qui serait celui de l'émancipation, le déterminisme sociopsychique étant conçu comme ce qui précède la liberté du sujet. L'être humain ne naît pas libre, il est d'abord assujéti en tant qu'il est soumis à un langage, à des institutions de régulation et à une culture sur plan social, et en tant qu'il est soumis à des pulsions, à des mécanismes de défense, à des compulsions de répétition ou encore à des complexes (le complexe de l'intrusion, le complexe d'Œdipe, etc.) sur le plan psychique. Par contre, il peut s'émanciper d'une partie de ce qui le détermine. S'agit-il alors de considérer cet élan émancipatoire comme un second temps, une "seconde naissance" pour ainsi dire, l'avènement d'un sujet auteur, émancipé ?

Pour ma part, je prends mes distances avec une telle conception évolutionniste de l'émancipation du sujet et considère plutôt les sujets « assujétis » et « auteurs » comme deux figures subjectives en interaction et en tension, dans le sens où : - d'une part, l'émancipation du sujet est partielle, ne concerne que des fragments de son identité qui coexistent avec des fragments qui relèvent de son assujétissement ; - d'autre part, dans le sens où l'émancipation fragmentaire, relative du sujet s'avère aussi transitoire voire éphémère, l'individu ayant tendance à être rattrapé par ce qui le détermine et dont l'emprise excède ses capacités réflexives. Certains pourraient voir ici dans une telle conception de la sociologie clinique une forme de cynisme, voire de nihilisme : à *quoi bon* effectuer tant d'efforts pour s'émanciper, et accompagner les individus dans cette mise au travail, si ses vertus sont si fragiles ? Je répondrais à cette tentation nihiliste par la simple affirmation qu'il faut faire avec cette nécessité anthropologique selon laquelle le sujet est irrémédiablement pris dans la contradiction du positif et du négatif. Certes, le sujet, chercheur y compris, tend toujours à être repris par le flux ordinaire, par la *doxa*, par la positivité. Mais le réel est aussi émaillé de négativité. Sociologie clinique et théorique critique de l'École de Francfort se joignent ici dans leur éloge de la négativité<sup>12</sup>. La principale raison d'être des dispositifs de recherche et d'intervention en psychosociologie et sociologie clinique est de favoriser, consolider les forces instituanes du sujet, leurs capacités à contester et mettre en échec la positivité, c'est-à-dire ce qui est considéré comme allant de soi, les certitudes, les convictions, on peut aussi

<sup>11</sup> P. Roche, « La subjectivation » in V. de Gaulejac, F. Hanique et P. Roche (dir.), *La sociologie clinique*, Toulouse, Éditions Erès, 2007, p. 162.

<sup>12</sup> Je reprends ici une formule que m'a proposée le sociologue de la connaissance Francis Farrugia, durant un entretien autobiographique effectué dans le cadre de ma thèse de doctorat. Qu'il en soit ainsi remercié.

ajouter l'institué, ce qui est établi, tout ce qui a prétention à l'universalité, à la pérennité et à la vérité (nous reprenons ici le vocabulaire de l'analyse institutionnelle, chère à René Lourau et Georges Lapassade). Le sociologue clinicien et ses dispositifs d'intervention suscitent des déplacements subjectifs, des pas de côtés, l'ouverture d'un espace des possibles qui laissent entrevoir des alternatives, un avenir non actualisé mais potentiel, en puissance, qui met en échec les forces conservatrices de l'institué.

## **UNE SOCIOLOGIE CLINIQUE IMPLIQUÉE DANS UN PROGRAMME DE RECHERCHE-ACTION « CHERCHEURS-CITOYENS »**

Ces préalables posés, il s'agit désormais de donner une illustration de tels dispositifs de recherche et d'intervention. Je me référerai essentiellement à une recherche-action que je mène au sein d'une équipe de recherche depuis désormais plus de deux ans. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme « chercheurs-citoyens » initié par le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais. Elle interroge « *l'expérience des usagers et les conditions contemporaines d'exercice des métiers du soin et du travail social en région Nord-Pas de Calais* ». Nous allons tout d'abord présenter le cadre général de ce dispositif de recherche-action puis allons rendre compte du travail de co-production des savoirs qui a pu se dégager dans un de ces groupes de travail, tel que nous avons pu en rendre compte dans le cadre d'une journée d'études organisée conjointement par des chercheurs et des citoyens (du monde).

### **CADRE GENERAL DU DISPOSITIF DE RECHERCHE**

Les chercheurs et partenaires impliqués dans ce programme de recherche s'attachent à recueillir, au sein de groupes restreints, la parole vive de citoyens et d'acteurs « de première ligne » qui travaillent dans le champ de la santé et du travail social, afin d'analyser les éventuelles difficultés rencontrées. Ces professionnels, depuis plusieurs années, sont en effet confrontés à l'accompagnement de publics de plus en plus affectés par l'affaiblissement de la société salariale, la désaffiliation sociale, la montée des précarités, mais également par l'incidence des modifications législatives et organisationnelles qui pèsent aujourd'hui sur leur exercice professionnel. Apparaissent des phénomènes de découragement, de stress, voire de souffrance au travail d'autant plus délétères que les espaces dans lesquels ces professionnels pourraient échanger autour de ces questions tendent à se raréfier.

Outre le souci de production et d'analyse des données recueillies, la spécificité de cette recherche menée dans le Nord-Pas-de-Calais (NPDC) est de chercher à relier les préoccupations de chercheurs, de laboratoires, et de partenaires de la société civile par un partenariat privilégiant les programmes dits de « recherche-action », c'est-à-dire susceptibles de produire des effets significatifs sur les terrains où ils sont mis en œuvre, et à travers un travail collaboratif associant chercheurs et citoyens (du monde).

Notre démarche, compréhensive, se veut donc aussi intervenante : nous examinons les risques, les impasses, les obstacles sur lesquels les professionnels "butent", mais nous sommes aussi attentifs aux luttes sociales qui lient ceux qui « innovent » et ceux qui résistent, et repérons leurs résistances créatrices, ordinaires et extraordinaires. Le dispositif de la recherche vise à susciter et étayer des désirs de changement, en créant la distance nécessaire pour quitter le terrain de la pensée fataliste du « *on ne peut pas faire autrement* », des « *lois du marché et de la compétitivité* », et donc d'une forme de dogmatisme qui tend à faire de la politique une école d'apprentissage au renoncement.

Pour mener à bien cette recherche, nous avons constitué, autour d'un noyau de chercheurs, un collectif de professionnels en capacité d'animer la mise en œuvre d'un dispositif méthodologique qui comprend plusieurs groupes de parole. Onze groupes de parole sont organisés sur le territoire du NPDC à raison de trois à cinq rencontres étalées une période de deux à trois mois, et donnant lieu à au moins une séance de restitution. Il s'agit en l'occurrence de groupes réunissant : - des travailleurs sociaux de toutes ses filières (ES, ASS, TISF, AVS...), des aides-soignants à domicile, des soignants (ergothérapeute, kinésithérapeute) ; des membres de CHSCT ; enfin, un groupe d'habitants et un groupe d'usagers de la FNARS (Fédération d'associations de solidarité. Exclusion, insertion, solidarité).

La méthodologie des histoires de vie constitue l'approche privilégiée de cette mise en discours d'un vécu et d'une parole, qui, faute d'une reconnaissance sociale, ne se manifestent bien souvent que dans les symptômes où s'expriment l'impuissance et la souffrance ressenties. L'objectif de ces groupes, composés d'une dizaine de personnes, est de favoriser l'implication contractualisée des participants en articulant un niveau narratif, c'est-à-dire l'expression descriptive d'un vécu singulier, avec un niveau réflexif et analytique plus collectif visant à la coproduction d'hypothèses étayées sur l'analyse croisée des facteurs psychologiques, sociologiques et culturels, dont les articulations, bien qu'habituellement peu conscientisées, conditionnent néanmoins les histoires et les pratiques professionnelles des individus.

## LES VALEURS DU TRAVAILLEUR SOCIAL A L'ÉPREUVE DE LA LOGIQUE GESTIONNAIRE

À l'occasion d'une journée d'études qui s'est déroulée en mai 2014 à l'IRTS Nord pas de Calais, nous avons pu restituer une partie des données produites et analysées dans les groupes de parole. Nous pouvons nous attarder sur la restitution effectuée par le groupe de parole des travailleurs sociaux de l'Artois, co-animée par Nicole (cadre du secteur social et membre de l'équipe du programme de recherche), un assistant de service social et la directrice adjointe d'un centre social. Ils ont proposé une réflexion sur « *les valeurs du travailleur social à l'épreuve de la logique gestionnaire* ».

Ce groupe de parole se constitue de neuf travailleurs sociaux, ayant des degrés d'ancienneté de 8 à 38 ans. Les membres du comité de recherche qui l'ont constitué et animé (outre Nicole, il s'agit de Valérie et Bernadette, elles aussi cadres du secteur social) ont souhaité veiller à la représentation des principales filières professionnelles du travail social (ASS, ES, CESF), ainsi qu'à celle des principales institutions employeuses de travailleurs sociaux sur le territoire de Lens (Conseil Général, CARSAT, centre social et d'éducation populaire municipal, associations représentatives du handicap et du champ de l'enfance...).

Le fil conducteur de la réflexion du groupe s'est rapidement constitué autour de la question des valeurs du travail social, confrontées aux évolutions des métiers et de leurs contextes. Les animateurs et participants de ce groupe de parole partent du constat suivant : aujourd'hui, les professionnels du secteur sanitaire, médico-social semblent être confrontés à un conflit d'intérêt entre le travail de fond et celui de forme. Le travail de fond, qui est destiné aux bénéficiaires, nous renvoie aux « *valeurs de l'accompagnement social : écoute, respect, empathie, respect du rythme de la personne, réactivité face à certaines demandes* ». Alors que le travail de forme destiné aux partenaires, organisations ou collectivités évoque davantage « *l'aspect organisationnel, protocolaire, procédural et économique de nos entreprises* ».

Rattachés à ces deux formes de travail parfois concurrentielles, les professionnels sont confrontés à des conflits d'intérêts entre le fond et la forme, c'est à dire entre le bénéficiaire qui a besoin qu'on l'écoute, le respecte, qu'on prenne du temps pour lui, et l'institution qui demande de remplir des objectifs, d'être efficace, de ne pas perdre de temps car "le temps c'est de l'argent".

Comme je leur ai personnellement proposé durant la première séance de restitution, dans cette analyse, il y a une forme d'injonctions paradoxales, de mise en tension entre la relation

d'accompagnement de la personne et la mise en forme de cet accompagnement. L'intérêt du travailleur social peut être mis à mal tant il est écartelé entre le fait d'être le porte-parole des intérêts de l'utilisateur et le fait qu'il est simultanément le porte-parole de son institution.

Quelques exemples sont proposés afin d'étayer les conflits d'intérêts entre le fond et la forme :

- Le premier exemple nous renvoie aux incidences de la logique gestionnaire et au registre financier qui conditionnent de plus en plus leur travail. Les termes couramment employés par le groupe sont « *restrictions budgétaires, rentabilité, visée d'entreprise, rationalisation des dépenses* ». Le constat global est que « *de robinets ouverts on est passé à robinets à débit réduit* ». Les valeurs que portent les travailleurs sociaux peuvent s'en trouver bousculées, comme le montre la réforme du passage de la PSD (prestation spécifique dépendance) à l'APA (allocation personnalisée à l'autonomie), où les plans d'aide ont été réduits malgré une augmentation de la dépendance, avec des interventions de plus en plus brèves et espacées dans le champ de l'aide à domicile.
- Le second exemple évoque la montée en charge de la rigueur administrative. Elle renvoie à l'augmentation des procédures tant : - dans le travail au quotidien, où chaque accompagnement social doit être écrit, informatisé, quantifié et analysé au travers de démarches qualifiées ; - mais également dans la redistribution des aides sociales, où l'on constate un écart grandissant entre l'urgence des situations des bénéficiaires, qui exige une réaction "sur le champ", et des réponses apportées de plus en plus différées, par la lourdeur et la temporalité propres aux démarches administratives et aux procédures bureaucratiques.

Face à ces constats, comment les professionnels de l'action sociale peuvent-ils mettre en place des stratégies, leur permettant de transcender les limites, et de poursuivre la défense des valeurs qu'ils portent au travers de leurs pratiques professionnelles ? Réagir n'est pas chose aisée, les différents témoignages recueillis évoquent de nombreuses limites.

En premier lieu, tous les participants l'ont dit ou ressenti, la montée en puissance de la charge de travail fait que l'on travaille dans l'urgence. L'expression « *avoir le nez dans le guidon* », souvent utilisée, démontre bien ce problème au temps, toujours trop court, insaisissable, face aux changements permanents au sein des institutions. Par ailleurs, on constate aussi le sentiment éprouvé d'être « *arrivé au bout d'un système* ».

Les travailleurs sociaux réagissent à tout cela au quotidien. Ils inventent différentes tactiques ou ruses. Ici l'expression utilisée est celle de bricolage (dans son côté noble), qui atteste de leur volonté de demeurer auteurs et acteurs de leur métier et de leurs actions.

D'autres stratégies de résistance sont citées : - l'importance de faire des formations, cela permet de prendre du recul et d'analyser ses pratiques professionnelles ; - la nécessité d'espaces d'expressions qui peuvent prendre différentes formes, telles que des réunions d'équipes ou partenariales, toujours avec des visées réflexives ; - ce travail de recherche est d'ailleurs apparu pour l'ensemble des participants comme un espace d'expression, de mise en récit de son expérience, et d'élaboration de savoirs, mais également d'hypothèses de recherche et d'action ; si la lutte au quotidien des travailleurs sociaux ne prend pas la forme (pour l'instant !) de mouvements sociaux, ils se battent, résistent, s'appuyant sur les réseaux professionnels qu'ils ont su se constituer.

C'est riche de ce partenariat qu'ils pourront par leur force de création mettre en place des actions innovantes. Cependant, le pouvoir d'influence des travailleurs sociaux semble diminuer au fil des années. Or c'est le pouvoir de décision qui peut amener au pouvoir d'agir directement. C'est pourquoi certains d'entre eux font le choix de prendre des postes d'encadrement, pour re-devenir acteurs et influents.

Au travers des échanges dans ce groupe de recherche, il apparaît que se réinventer des nouveaux espaces de travail, c'est apporter de l'oxygène au travail social en général. C'est un positionnement entre résistance et utopie. Mais de ce travail d'équilibriste surgira peut-être un nouveau travail social, où on permettra aux professionnels de faire des essais, de "se planter", mais surtout d'avancer.

Parmi les suites données aux séances de travail et de restitution de ce groupe de parole ainsi qu'à sa restitution durant une journée d'études, on peut noter la préparation en cours d'un article scientifique, associant un chercheur (moi), les cadres du travail social qui ont animé ce groupe et certains de leurs participants. C'est donc plus qu'un espace de partages d'expériences qui se trouve maintenu mais un travail collectif de recherche qui s'institutionnalise sous la forme d'un article scientifique.

## OUVERTURE. DÉPLACEMENTS SUBJECTIFS ET CROISEMENT DES SAVOIRS

En psychosociologie et sociologie clinique, « *la personne ou le groupe impliqué dans la recherche est traité comme un sujet producteur de connaissances sur sa propre situation* »<sup>13</sup>. Le psychosociologue clinicien met en place « *un espace de compréhension* »<sup>14</sup> au sein duquel l'analysant se confronte à ses associations d'idées, questions et hypothèses mais aussi à celles du sociologue clinicien et des autres participants. Pour le soutenir dans sa démarche réflexive, l'espace de compréhension est aussi un espace d'élaboration de supports d'expression, comme les lignes de vie, le dessin, les jeux de rôle...

L'espace de compréhension que forme un dispositif clinique en sociologie inaugure un travail de co-production de savoirs qui permet à l'individu d'appréhender ses expériences vécues à partir de plusieurs points de vue (le sien, celui du sociologue clinicien, ceux des participants, ceux qui émanent des supports réflexifs et des effets de résonance qu'induisent le dispositif). C'est sur ce point que transparaît le radical engagement du sociologue clinicien, loin des principes de neutralité et de non intervention de la conception "classique" de l'entretien semi-directif. Car mener un entretien ou un récit de vie en sociologie clinique ne consiste pas à *recueillir* des formes de savoirs qui seraient *déjà là* mais plutôt de *co-produire* un savoir inédit, résultant des interactions et des supports d'expression produits au sein du dispositif et qui suscitent des déplacements subjectifs. En effet, « *à travers ses suggestions, mais également ses questionnements et ses interrogations propres, le clinicien accompagne non seulement les sujets dans une réflexion distanciée sur leur vécu, mais tente de les amener également à réaliser l'exercice pratique d'un déplacement entre la perception du sens [de leur] vécu et la conceptualisation ou la problématisation de celle-ci...* »<sup>15</sup>

Par ailleurs, contre le monopole de la production des savoirs par les enseignants et les chercheurs scientifiques, la sociologie clinique promeut le décloisonnement des formes de savoirs et met en œuvre une co-production de savoirs générée par les interactions entre les *savoirs académiques, scientifiques* (ceux produits par les chercheurs en sciences humaines), les *savoirs pratiqués des professionnels* (ceux des travailleurs sociaux et des formateurs dans

<sup>13</sup> E. Enriquez, « L'approche clinique : genèse et développement en France et en Europe de l'Ouest », in V. de Gaulejac et S. Roy (dir.), *Sociologies cliniques*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 19-35.

<sup>14</sup> F. Hanique, « De la sociologie compréhensive à la sociologie clinique », in *La sociologie clinique*, Toulouse, Erès, 2007, p. 105.

<sup>15</sup> F. Hanique, « De la sociologie compréhensive à la sociologie clinique », dans *La sociologie clinique, op. cit.*, p. 105. C'est moi qui souligne.

le travail social par exemple) et les *savoirs d'expériences* (de sens commun, dont celui du « *public* » du travail social et plus largement celui de l'ensemble des citoyens du monde)<sup>16</sup>.

Nous parlons bien ici d'*interactions* entre les savoirs scientifiques, professionnels et d'expériences et non pas de l'*exploitation* des savoirs professionnels et d'expériences par les acteurs du champ scientifique et au service des savoirs scientifiques. Cette distinction entre *interactions* des savoirs et *exploitation* des savoirs est primordiale. En effet, l'exploitation des savoirs renvoie notamment au fait qu'il est commun à nombre de sociologues "d'exploiter" la parole des professionnels et des individus. Parole qu'ils recueillent par le biais de questionnaires et d'entretiens et qui se trouve ainsi réduite au statut de données mobilisées pour appuyer ou confirmer un savoir scientifique. Mais nous irons encore plus loin dans la critique de l'exploitation des savoirs professionnels et d'expériences en employant le concept d'exploitation dans sa acception marxiste, ce qui nous renvoie au fait que des individus sont ou ont le sentiment d'être expropriés en tant que producteurs de savoirs. Ainsi, par exemple, de nombreux employés et ouvriers vivent concrètement cette expérience d'expropriation de leurs savoirs et savoirs faire professionnels lorsque, à l'occasion d'une innovation technologique, ils sont réduits au statut de simples sujets d'expérimentations, observés et sondés par une équipe d'ingénieurs à qui est déléguée le savoir de et sur l'entreprise.

Voilà quelques-uns des enjeux d'une plateforme des savoirs critiques, que de ne pas réduire la parole et le savoir des citoyens du monde à une matière à exploiter, et de ne pas les enfermer dans le statut d'objet de ou de public, à l'écoute du sociologue, du philosophe, qui se complait dans le statut de porte-parole. L'empathie cognitive en la matière ne suffit pas.

---

<sup>16</sup> Je reprends ici la distinction proposée par Jacques Rhéaume (dans J. Rhéaume, « L'enjeu d'une épistémologie pluraliste », in *La sociologie clinique*, in *La sociologie clinique*, Toulouse, Erès, 2007, pp. 57-74).



## PROGRAMME DU SEMINAIRE

- Présentation du séminaire, par Fabrice Flipo et Pascal Fugier, 14h-14h15
- Patrick Cingolani, Fonction utopique de l'université ? Retour sur le projet de plateforme des savoirs critique, 14h15-15h.
- Fabrice Flipo, La mise en place d'une « chambre des questions » et d'une « chambre des rapports » au sein de la plateforme des savoirs critiques, 15h-15h45.
- Sylvie Landrière et Christophe Gay : Savoirs critiques : le point de vue d'un acteur de la société civile, 15 h 45 à 16 h 30.
- Sonia Dayan, Mettre en perspective une plateforme des savoirs critique à partir de la pensée d'Edward Said. Relecture de "Le monde, le texte et la critique", 16h30-17h15
- Pascal Fugier, La co-construction de savoirs critiques et l'appropriation de ses actes professionnels. Retour réflexif sur un dispositif de recherche et d'intervention, 17h15-18h